

Article 31 du Règlement

perdent leur emploi ou dont l'emploi change radicalement.

Les travailleurs âgés, plus peut-être que les autres, peuvent rencontrer des difficultés insurmontables pour s'adapter aux changements technologiques ou autres, et beaucoup auraient besoin d'aide gouvernementale.

La stratégie du gouvernement fédéral de mise en valeur de la main-d'oeuvre est une mesure qui pourrait aider. Elle prévoit environ 100 millions pour des programmes de formation et d'ajustement modelés sur leurs besoins.

J'invite tous les députés à lutter pour cette aide et à essayer de convaincre l'autre endroit que les travailleurs âgés ont besoin des nouveaux programmes liés à l'adoption du projet de loi C-21.

* * *

L'IMPÔT SUR LE REVENU

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, aujourd'hui, c'est la dernière journée qu'ont environ 18 millions de Canadiens pour remplir leur déclaration d'impôt sur le revenu pour l'année dernière. Après s'être donné ce mal, la plupart d'entre eux se demandent pourquoi ils paient encore plus d'impôt, tandis que 1 p. 100 de la population canadienne, les plus riches naturellement, a obtenu une réduction d'impôt s'élevant en moyenne à 3 570 dollars.

Pendant qu'ils font la queue chaque semaine devant les banques d'alimentation, des centaines de milliers de Canadiens se demandent pourquoi le gouvernement permet à certains contribuables de déduire le coût de leurs déjeuners de caviar et martini.

Pendant qu'elles s'évertuent à trouver un moyen pour payer leur hypothèque afin de garder un toit sur leur tête, les familles à revenu modeste se demandent pourquoi le gouvernement s'entête à ne pas prélever d'impôt sur des milliards de gains en capital.

Les 18 millions de contribuables se demandent pourquoi les entreprises peuvent déduire les honoraires des comptables qui remplissent leur déclaration d'impôt quand ils ne peuvent se prévaloir de ce privilège. Ils se demandent aussi pourquoi des milliers d'entreprises rentables ne paient jamais d'impôt.

Les Canadiens veulent savoir pourquoi le gouvernement pousse le pays à la faillite avec sa politique des taux d'intérêt élevés qui ne peut que faire augmenter les impôts à l'avenir.

La réponse est claire. Le gouvernement est dépourvu d'idées pour gérer notre économie. En fait, il ne pense qu'à une chose: donner aux plus favorisés et faire payer les plus pauvres.

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

M. Robert D. Nault (Kenora—Rainy River): Monsieur le Président, le Comité permanent de la consommation et des corporations et de l'administration gouvernementale recommande la privatisation de la Société canadienne des postes. C'est la dernière chose à laquelle le gouvernement devrait songer à moins qu'il veuille, bien sûr, continuer de s'aliéner les régions du Canada.

Dans ma circonscription, les fermetures de bureaux de poste se poursuivent en faveur de services postaux assurés en sous-traitance par des établissements de vente au détail. Pour les électeurs des localités rurales, le bureau de poste est l'un des symboles du fait canadien. La vente de la Société canadienne des postes ferait disparaître ce symbole de notre identité.

Mes électeurs dénoncent les recommandations du comité. D'ailleurs, ils n'ont pas cessé de me répéter en fin de semaine qu'ils soutenaient les recommandations du rapport minoritaire libéral. Ils m'ont demandé de dire au gouvernement de ne pas toucher à la Société canadienne des postes.

Les Canadiens veulent conserver leurs bureaux de poste ruraux. Ils exigent la distribution du courrier à domicile dans toutes les zones urbaines et ils tiennent à conserver ce symbole d'identité nationale que sont les bureaux de poste.

De toute évidence, le gouvernement conservateur continue de prendre des décisions qui ne reflètent pas les aspirations des Canadiens vivant dans les régions. Les jours de ce gouvernement sont comptés aussi, de toute évidence.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

M. John A. MacDougall (Timiskaming): Monsieur le Président, la semaine dernière, les habitants de Timiskaming, les régions tributaires des ressources et les Canadiens des régions rurales ont connu d'autres jours sombres.

Après trois années de lobbying acharné, les environmentalistes sont finalement parvenus à causer la fermeture de la scierie de Témagami.

Avec l'annonce de cette fermeture, 80 employés ont perdu leurs moyens d'existence et plus de 100 familles sont directement touchées. Les localités de Témagami et de Latchford ont reçu un autre coup mortel.